

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/8  
10 juin 2003

(03-2965)

---

## Groupe de négociation sur les règles

### RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION QUI S'EST TENUE DU 5 AU 7 MAI 2003

#### Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") a tenu une réunion formelle du 5 au 7 mai 2003.

#### A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour suivant:

A.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....	1
B.	ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	1
C.	ANTIDUMPING.....	1
D.	SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES .....	8
E.	AUTRES QUESTIONS .....	14

- Date de la prochaine réunion formelle du Groupe

#### B. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

3. Aucun participant n'a soulevé de questions sous ce point de l'ordre du jour.

#### C. ANTIDUMPING

4. Le premier document, intitulé "**Proposition concernant les réexamens**" (TN/RL/W/83), a été présenté par 13 participants. Ceux-ci ont indiqué que leur proposition visait à résoudre le problème de l'application arbitraire, dans les réexamens, des règles, procédures et méthodes qui différaient de celles qui avaient été appliquées pour l'enquête initiale en raison des lacunes que présentait le texte en vigueur de l'Accord antidumping. Cinq éléments clés avaient été retenus: a) préciser que les dispositions applicables à l'enquête initiale, y compris les seuils *de minimis*, s'appliquaient aussi à ces réexamens chaque fois qu'il y avait lieu; b) préciser que seuls les exportateurs et les importateurs pouvaient demander un réexamen administratif au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping; c) préciser que dans un réexamen administratif au titre de l'article 9.3, la marge de dumping serait calculée sur la base de toutes les importations en provenance d'un exportateur particulier qui avaient été admises sur le territoire du Membre importateur depuis au moins un an, et non sur la base des importations prises individuellement; d) améliorer les règles de façon que les réexamens ne fussent pas prolongés injustement au préjudice des parties défenderesses; e) préciser, en élaborant des listes indicatives harmonisées relatives à l'évaluation du dumping et à la

"probabilité de dommage" dans un réexamen aux fins d'abrogation au titre de l'article 11.2, que la charge de la preuve incombait aux parties favorables au maintien en vigueur de l'ordonnance antidumping. L'accent a été mis sur la nécessité d'examiner les conditions et les pratiques de fixation des prix en vigueur et d'interdire la réutilisation d'éléments ayant servi lors de l'enquête initiale.

5. Un participant a estimé que si la prévisibilité était importante, elle ne devait toutefois pas s'imposer au détriment de l'exactitude. Concernant les seuils *de minimis*, pourquoi autoriser la poursuite de la pratique du dumping au niveau de 2 pour cent alors que l'objectif de l'Accord antidumping était de remédier à tout dumping dommageable? Pour ce qui était de la proposition selon laquelle seul un importateur ou un exportateur était admis à demander un réexamen au titre de l'article 9.3, comment cadrerait-elle avec la mission de préserver l'efficacité de l'Accord antidumping? Quant aux réexamens au titre de l'article 11.2, toute charge de la preuve affirmative supposerait effectivement de pouvoir prouver ce qu'il adviendrait à l'avenir; une telle charge était incompatible avec le critère de probabilité et serait impossible à mettre en pratique. De même, pourquoi empêcher les autorités de s'appuyer sur des éléments de preuve versés dans le dossier de l'enquête initiale dès lors que celui-ci rendait compte de l'attitude des parties défenderesses lorsqu'elles exerçaient leurs activités en l'absence de discipline sous la forme d'une mesure? Ce participant souscrivait à la suggestion visant à encourager les autorités à verser des intérêts lorsque le trop-perçu des droits acquittés n'était pas remboursé dans les 90 jours suivant la fin d'un réexamen; lui-même, dans son document, allait plus loin encore en proposant de verser des intérêts pour tout droit acquitté en excédent.

6. Tout en appuyant les objectifs de cette proposition, un autre participant craignait que la persistance et la résurgence de pratiques commerciales déloyales pussent saper l'efficacité de l'Accord antidumping. Il était dans l'intérêt des exportateurs de supprimer tout lien entre les calculs effectués par le passé et la détermination de l'existence du dommage. Il importait avant tout de démontrer, sur la foi de renseignements mis à jour, que le maintien en vigueur de la mesure ou le taux de droit applicable n'étaient plus justifiés. S'agissant des exportateurs exclus du marché par suite de l'imposition d'un droit antidumping excessif, ce participant ne pouvait souscrire à la supposition que la cessation des mesures n'entraînerait pas la poursuite ou la réapparition du dumping. Il y avait lieu d'accorder à l'exportateur la possibilité de fournir des renseignements sur les exportations vers d'autres marchés exempts de mesures antidumping. Toute évaluation visant à déterminer si ces exportations faisaient l'objet d'un dumping devait tenir compte de ces constatations.

7. Plusieurs participants ont reconnu que les règles régissant les réexamens appelaient des éclaircissements et que, dans l'ensemble, elles ne devaient pas différer de celles qui s'appliquaient à l'enquête initiale. Un participant a relevé que si les articles 2 à 6 de l'Accord antidumping constituaient un point de départ pour les réexamens, des modifications n'en étaient peut-être pas moins nécessaires au vu des particularités de la procédure de réexamen. Par exemple, si celle-ci faisait apparaître l'existence d'une marge de dumping *de minimis* ou des volumes d'importation négligeables par suite d'un engagement, il se pouvait que cette constatation ne fût pas déterminante, étant donné que la question qui se posait était de savoir ce qui se passerait si l'engagement cessait. Ce même participant a aussi demandé si, par exemple lorsqu'une autorité chargée de l'enquête était saisie d'un réexamen où il apparaissait que des ventes à l'exportation avaient été conclues avec une partie liée et n'étaient plus, de ce fait, fiables, les circonstances avaient à ce point changé qu'il fallait appliquer une autre méthode que celle employée lors de l'enquête initiale. Dans quelle mesure un réexamen devait-il tenir compte des changements de circonstances?

8. Le document suivant, établi à l'initiative des 13 participants susmentionnés, était intitulé **"Proposition concernant les données de fait disponibles"** (TN/RL/W/93). Les auteurs ont indiqué que les données réelles fournies par la partie défenderesse constituaient la meilleure source de renseignements pour calculer les marges de dumping, et que l'utilisation des "données de fait disponibles" avait essentiellement pour but de combler des lacunes dues à des renseignements

insuffisants et non pas de pénaliser les parties interrogées qui avaient agi au mieux de leur capacité. Or, certaines autorités chargées de l'enquête recouraient aux données de fait disponibles même lorsque les parties défenderesses avaient agi au mieux de leur capacité, et refusaient d'examiner les renseignements au motif qu'ils n'avaient pas été fournis dans la forme et les délais prescrits. En outre, la détermination de marges de dumping élevées était souvent due à l'utilisation abusive des données de fait disponibles les *moins* favorables. Pour remédier à cette situation, il convenait de modifier l'article 6.8 de l'Accord antidumping de façon à mettre en évidence le but premier des règles relatives aux "données de fait disponibles". Les autorités ne devaient recourir à celles-ci qu'après avoir déployé des efforts raisonnables pour obtenir les renseignements nécessaires de la part des parties défenderesses, et bien précisé quels renseignements elles jugeaient insuffisants. Par ailleurs, tant que les renseignements fournis par les parties défenderesses remplissaient certaines conditions, les autorités devaient les utiliser, même si tous les renseignements requis n'avaient pas été communiqués. Lorsqu'elles recueillaient les renseignements auprès de plusieurs sources, les autorités devaient faire en sorte de porter leur choix sur ceux qui représentaient la situation normale de la branche de production nationale ou du marché, et non pas une situation exceptionnelle. Enfin, pour renforcer les disciplines relatives à l'utilisation de "données de faits disponibles défavorables", il était impératif de préciser les circonstances dans lesquelles on pouvait considérer que les parties défenderesses n'avaient pas coopéré et que, par conséquent, l'utilisation des données de fait disponibles était autorisée.

9. Plusieurs participants ont relevé que les règles relatives aux "données de fait disponibles" rendaient compte d'un subtil équilibre de droits et d'obligations des Membres importateurs et exportateurs. Un participant a fait observer que certaines parties étaient incitées à sélectionner les renseignements à fournir ou à dénaturer l'importance des renseignements, et que les autorités avaient besoin d'outils efficaces pour traiter ce genre de situations. La proposition selon laquelle il fallait utiliser les données de fait disponibles uniquement pour remplacer des renseignements manquants ou rejetés, et obliger les autorités à utiliser tout renseignement vérifiable qui lui a été communiqué reviendrait à assurer à la partie défenderesse la quasi-mainmise sur l'enquête. En outre, les renseignements pouvaient être fournis après l'expiration de délais appropriés ou sous une forme inutilisable, ou encore être complets mais dénaturés. Cette proposition risquait aussi, en incitant à dissimuler des renseignements, d'aboutir à des déterminations inexactes. Concernant l'utilisation de renseignements de source secondaire, ce participant a demandé s'il serait interdit aux autorités d'utiliser les renseignements contenus dans la demande, comme c'était le cas actuellement. Enfin, s'agissant de la proposition visant à considérer qu'une partie coopérait dès lors qu'elle avait communiqué "une grande partie des renseignements demandés par les autorités", ses auteurs accepteraient-ils aussi que les autorités pussent utiliser des données de fait disponibles défavorables dans les cas où une partie dissimulait une grande partie des renseignements nécessaires?

10. Un autre participant a relevé que le but de l'utilisation des "données de fait disponibles" était de combler des lacunes dans les renseignements nécessaires, peu importe que celles-ci provinssent de la volonté délibérée d'une partie ou de l'absence de renseignements. Concernant la mention de l'expression "entraver le déroulement de l'enquête de façon notable" visée à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, cette disposition pourrait utilement permettre de neutraliser des comportements extrêmes. Pour ce qui était d'obliger les autorités à choisir comme données de fait disponibles les renseignements de source secondaire qui représentaient de façon appropriée la situation de la branche de production sur le marché concerné, les autorités chargées de l'enquête risquaient de ne pas avoir accès à ces renseignements. S'agissant de la proposition de définir le terme "coopération", ce participant s'est interrogé sur la nécessité d'une telle définition, étant donné que des renseignements pouvaient manquer même lorsqu'une partie coopérait.

11. Plusieurs participants étaient d'accord pour estimer qu'il fallait réviser les dispositions relatives aux "données de fait disponibles". Un participant a reconnu que l'article 6.8 devait clairement disposer que les "données de fait disponibles" ne devaient être utilisées que pour remplacer les renseignements manquants ou rejetés, et non pas toute la communication. Par ailleurs, les parties intéressées devaient avoir la pleine possibilité de communiquer les renseignements additionnels

requis, et obtenir que tout rejet de renseignements fût motivé. En cas de coopération insuffisante des parties, les autorités devaient être habilitées à utiliser les données de fait disponibles sans devoir les justifier en détail. Un autre participant a fait observer qu'il ne fallait pas sanctionner les exportateurs qui ne possédaient pas les renseignements requis.

12. Le document suivant, intitulé "**Accord antidumping et Accord sur les subventions et les mesures compensatoires – Questions communes à titre d'illustration**" (TN/RL/W/104) a été présenté par dix participants. L'un d'eux a indiqué que cette communication avait mis en évidence quelques questions à titre d'illustration qui, bien que communes à l'Accord antidumping et à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), étaient régies par des disciplines différentes sans qu'il y eût de raison précise connue pour une telle dissymétrie. Les domaines recensés, dont la liste n'était pas exhaustive, portaient sur la définition de la branche de production nationale (articles 4.1 de l'Accord antidumping et 16.1 de l'Accord SMC), les parties intéressées (articles 6.12 de l'Accord antidumping et 12.10 de l'Accord SMC), les mesures provisoires (articles 7 de l'Accord antidumping et 17 de l'Accord SMC), le remboursement du droit payé en excès (articles 9.3 de l'Accord antidumping et 19.4 de l'Accord SMC), les réexamens accélérés (articles 9.5 de l'Accord antidumping et 19.3 de l'Accord SMC) et la rétroactivité (articles 10 de l'Accord antidumping et 20 de l'Accord SMC). Cet exercice d'harmonisation et d'amélioration devait se poursuivre tout au long des négociations afin d'éviter que de nouvelles différences injustifiées ne fussent établies.

13. Divers participants étaient favorables à l'idée de mettre en place des règles communes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Un participant a toutefois laissé entendre que cette harmonisation devait se faire avec circonspection pour ne pas gommer les différences qui avaient lieu d'être entre l'Accord antidumping et l'Accord SMC. Une grande partie du débat serait consacrée à la question de savoir quelle règle de l'un ou de l'autre accord était la meilleure; il fallait se garder de croire que ce serait systématiquement la règle la plus précise ou la plus restrictive. Concernant la proposition d'harmoniser les règles régissant la durée d'application des mesures provisoires, un autre participant a demandé si les auteurs souhaitaient appliquer les délais visés à l'Accord antidumping ou ceux prévus à l'Accord SMC.

14. Le document suivant à avoir été présenté était intitulé "**Communication de l'Argentine**" (TN/RL/W/81). Son auteur, tout en reconnaissant le progrès que représentait l'Accord antidumping issu du Cycle d'Uruguay par rapport aux codes antérieurs, a estimé que les concepts sur lesquels reposait son application devaient être clarifiés car ils n'avaient pas permis d'empêcher les différends. Il souscrivait au point de vue de certains autres participants selon lequel l'objectif premier du Groupe devait être de clarifier et d'améliorer les disciplines de l'Accord antidumping afin de limiter au minimum le risque d'une application discrétionnaire. Dans son document, il avait recensé, sans prétendre à l'exhaustivité, une série de dispositions et de questions qui demandaient à être examinées: les ventes entre parties liées; la valeur normale/les ventes entre parties liées sur le marché intérieur du pays exportateur; la reconstruction du prix à l'exportation; le produit similaire; l'évaluation cumulative des importations; l'ouverture d'une enquête d'office; les renseignements confidentiels; les réexamens et les meilleurs renseignements disponibles.

15. Plusieurs participants ont accueilli favorablement ce document, relevant qu'il faisait écho à des préoccupations analogues dans leurs propres propositions. Concernant les renseignements confidentiels, un participant a demandé des précisions sur ce que voulait dire l'auteur. Pour ce qui était des réexamens, il a souhaité savoir plus précisément comment l'auteur envisageait la façon de mener les réexamens pour les nouveaux exportateurs en l'absence de ventes à l'exportation ou de contrats de vente. Un autre participant a demandé si l'auteur partageait le point de vue exprimé par certains autres participants, selon lequel il y avait lieu de fonder les réexamens sur les mêmes règles que celles applicables aux enquêtes.

16. Le document suivant à avoir été présenté était intitulé "**Contribution générale au débat du Groupe de négociation sur les règles au sujet de l'Accord antidumping**" (TN/RL/W/86). Son auteur a indiqué qu'à l'exception de l'absorption du droit, les questions qui y étaient soulevées avaient déjà été abordées par le Groupe. Il a présenté un document intitulé "**Article 9.4 de l'Accord antidumping de l'OMC: Marges de dumping déterminées pour chaque exportateur inclus dans l'échantillon sur la base des données de fait disponibles**", dans lequel il évoquait une lacune dans l'Accord antidumping quant au niveau du droit antidumping à appliquer aux exportateurs et aux producteurs non visés par l'enquête lorsque toutes les marges correspondant à l'échantillon étaient déterminées sur la base des "données de fait disponibles". Il a souligné la nécessité de trouver des solutions pour combler cette lacune. Il a aussi présenté un document intitulé "**Produit similaire au sens de l'Accord antidumping de l'OMC**" (TN/RL/W/91), dans lequel il proposait d'examiner les dispositions de l'article 2.6 de l'Accord antidumping eu égard à la jurisprudence de l'OMC, afin de tenir davantage compte de l'approche adoptée par les administrations chargées des questions antidumping et de rendre cet article plus clair que dans son libellé actuel. Il a proposé de remplacer le mot "identique", à l'article 2.6, par l'expression "produits qui ont essentiellement les mêmes caractéristiques physiques", et d'ajouter à la définition de "produit similaire" une liste non hiérarchique de critères. L'auteur du document a demandé s'il y avait lieu d'élaborer des critères distincts pour différencier la "similitude" aux fins de l'article 2 de l'Accord antidumping relatif à la détermination de l'existence d'un dumping de celle visée à l'article 3 du même accord relatif à la détermination de l'existence d'un dommage.

17. Concernant la "Contribution générale" (TN/RL/W/86), plusieurs participants ont contesté le point de vue de l'auteur selon lequel il pourrait être opportun, dans certains domaines, de laisser aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir discrétionnaire qui leur était actuellement conféré. Des craintes ont aussi été exprimées au sujet de la proposition de codifier les décisions relatives au règlement des différends, car elles n'avaient pas vocation à créer des droits et des obligations. S'agissant de l'idée que la règle du droit moindre pourrait être inappropriée en cas de dumping systématique et persistant, un participant a demandé si elle découlait de difficultés rencontrées dans l'application de cette règle ou du point de vue que l'auteur du dumping persistant devait être exclu des avantages de la règle, tandis qu'un autre participant a fait valoir que le dumping systématique et persistant n'avait aucun fondement en théorie économique. Pour ce qui était de l'absorption du droit, un participant a fait observer que cette notion était absente de l'Accord antidumping et a demandé comment l'améliorer ou la clarifier dans le cadre du mandat de Doha. Un autre participant s'est interrogé sur la nécessité de se pencher sur la question de l'absorption du droit alors que les droits antidumping mettaient déjà fin à l'effet dommageable du dumping. Un participant a posé des questions écrites sur la règle du droit moindre et l'absorption du droit, qui étaient reproduites dans le document TN/RL/W/106 intitulé "Questions de l'Inde sur le document de l'Australie intitulé "Contribution générale au débat du Groupe de négociation sur les règles au sujet de l'Accord antidumping"".

18. Pour ce qui était du document sur l'article 9.4 de l'Accord antidumping (TN/RL/W/90), on a exprimé la crainte que la proposition visant à autoriser les autorités à calculer un taux "résiduel global" fondé sur "toute autre méthode raisonnable" dans les cas où aucun des exportateurs inclus dans l'échantillon ne coopérait dans la conduite de l'enquête ne renforçât l'incertitude et ne conférât un pouvoir discrétionnaire excessif aux autorités.

19. Au sujet du document sur le "produit similaire" (TN/RL/W/91), des avis divergents ont été exprimés sur le point de savoir si la "jurisprudence de l'OMC" pouvait indiquer comment il y avait lieu de comprendre le terme "produit similaire" dans le contexte de l'Accord antidumping. En outre, plusieurs participants ont mis en doute la nécessité d'élaborer des critères distincts aux fins des déterminations de produits similaires visées aux articles 2 et 3 de l'Accord antidumping. Ils ont aussi contesté l'idée de remplacer le mot "identique" par l'expression "produits qui ont essentiellement les mêmes caractéristiques physiques", au motif que cet énoncé laissait la porte plus grande ouverte à une interprétation arbitraire et à d'éventuels abus. Un participant a relevé que, lu dans le contexte des

articles 2.2.2, 2.4 et 3.6 de l'Accord antidumping, un produit similaire ne devait pas nécessairement être identique au produit considéré.

20. L'auteur a apporté une première réponse aux observations et aux questions que son document avait suscitées. Concernant la "codification" des décisions relatives au règlement des différends, il avait employé ce terme dans un sens très vague, non pour signifier que l'Organe d'appel ou les Groupes spéciaux devaient intervenir dans la modification de l'Accord, mais pour souligner que leurs décisions pouvaient servir à repérer les lacunes et les ambiguïtés de l'Accord antidumping. Pour ce qui était de l'absorption du droit, son propos était de faire en sorte qu'une mesure corrective efficace fût en place lorsque se produirait une telle absorption. S'agissant des produits similaires, il était d'avis que même si la définition actuelle de "produit similaire" et le mot "identique" n'étaient pas modifiés, il serait néanmoins utile d'incorporer la jurisprudence pertinente de l'OMC dans la définition actuelle.

21. Le huitième document à avoir été présenté était intitulé **"Identification de questions additionnelles au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions"** (TN/RL/W/98). L'auteur a déclaré qu'un examen approprié des sujets abordés dans son document non seulement contribuerait à la préservation des notions de base, des principes et de l'efficacité des deux accords, mais profiterait aussi à tous les Membres. Se référant à certains points particuliers, il a proposé de clarifier le traitement du lien de causalité dans l'Accord antidumping en tenant compte des décisions de l'Organe d'appel qui imposaient aux autorités une obligation positive, absente dans l'Accord antidumping et dans l'Accord SMC, de dissocier et de distinguer les effets dommageables de facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping. Tout en reconnaissant la difficulté d'une telle analyse, l'Organe d'appel n'avait donné aucune indication précise. Au sujet de la "branche de production nationale", certains Membres limitaient leur analyse du dommage aux entreprises qui soutenaient une demande, ce qui donnait une image déformée de la situation de la branche de production nationale. Il convenait de clarifier les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC pour remédier expressément à cette pratique. S'agissant du traitement de faveur accordé aux exportateurs, certains Membres excluaient de façon discriminatoire de l'enquête et de toute mesure ultérieure des exportateurs qui, dans le même pays exportateur, produisaient la même marchandise faisant l'objet de l'enquête. Les deux accords pourraient traiter expressément de ces abus.

22. Plusieurs participants ont accueilli favorablement cette communication et/ou l'identification de certaines questions qu'elle proposait. S'agissant du lien de causalité, un participant a reconnu que les négociations devaient apporter des éclaircissements sur la façon dont les autorités dissociaient et distinguaient les effets d'autres facteurs dans la pratique. Au sujet de la branche de production nationale, certains participants partageaient les préoccupations de l'auteur. Cependant, un participant a attiré l'attention sur le fait que, conformément à cette proposition, tous les producteurs nationaux seraient tenus de fournir des renseignements détaillés, ce qui risquait de se traduire par des procédures inapplicables et par un recours accru à des renseignements insuffisants ou aux données de fait disponibles. Ce participant a fait observer que les producteurs qui ne faisaient pas partie de la branche de production nationale pouvaient être considérés comme d'"autres facteurs" aux fins d'établissement du lien de causalité. Pour ce qui était du traitement de faveur accordé aux exportateurs, plusieurs participants ont relevé que l'article 9.2 de l'Accord antidumping interdisait déjà ce traitement discriminatoire. S'agissant du cumul croisé, plusieurs participants ont jugé inopportun de cumuler les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations subventionnées aux fins d'examen de deux mesures commerciales correctives distinctes. Au sujet des branches de production fragmentées, un participant a demandé pourquoi l'échantillonnage pourrait être inapproprié.

23. L'auteur a répondu à certaines observations et questions. Pour ce qui était des exportateurs favorisés, il connaissait des cas où des produits avaient été exclus d'une enquête en raison de relations spéciales entre les sociétés. Tout en reconnaissant que les droits devaient être perçus sur une base non discriminatoire pour chaque produit, il jugeait utile de clarifier l'énoncé de l'article 9.2 qui donnait lieu à des interprétations divergentes de la part d'autres Membres. Au sujet du cumul croisé, l'auteur ne

proposait pas de compter les mêmes produits deux fois; si des produits d'un même pays étaient réputés faire l'objet à la fois d'un dumping et d'un subventionnement, leur volume ne serait compté qu'une fois. Si des produits faisant l'objet d'un dumping et d'un subventionnement, dont les prix avaient été affectés à la fois par le dumping et le subventionnement, étaient en concurrence les uns avec les autres et avec le produit national similaire sur le même marché, l'effet dommageable heurterait la branche de production nationale. S'agissant de l'exclusion des exportateurs qui ne pratiquaient pas le dumping/n'avaient pas reçu de subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, il était nécessaire, eu égard aux différentes interprétations de l'article 9.3 de l'Accord antidumping et de l'article 19.4 de l'Accord SMC, de convenir d'une interprétation uniforme de ces dispositions. Tandis que l'article 9.3 de l'Accord antidumping disposait qu'aucun droit ne devait être fixé lorsqu'il a été constaté que la marchandise ne faisait pas l'objet d'un dumping, des Membres considéraient qu'une telle situation où il n'était pas possible de fixer des droits n'empêchait pas des réexamens ultérieurs susceptibles de faire apparaître que la même société avait pratiqué le dumping.

24. Le document suivant était intitulé **"Communication de la République arabe d'Égypte concernant la clarification de certaines dispositions de l'Accord antidumping"** (TN/RL/W/105). Son auteur y indiquait que la conversion de monnaies (article 2.4.1 de l'Accord antidumping) et le retard important (note de bas de page 9 de l'Accord antidumping) demandaient à être clarifiés et améliorés. Ce document n'a donné lieu à aucun débat.

25. En ce qui concernait les documents complémentaires, deux participants ont répondu aux questions écrites posées dans le document TN/RL/W/80 intitulé **"Précisions demandées par l'Inde au sujet des communications des États-Unis (TN/RL/W/35) et du Canada (TN/RL/W/47)"**.

26. L'auteur du document TN/RL/W/35 a indiqué qu'en ce qui concernait l'accès public aux mémoires adoptés, il convenait que les Membres tinsent un registre public qui permît aux parties d'obtenir tous les renseignements non confidentiels communiqués lors d'une enquête. Le terme "mémoires adoptés" s'entendait de tout document cité par les autorités chargées de l'enquête dans leur détermination, y compris les renseignements sur lesquels elles avaient fondé leur détermination. S'agissant des schémas de vérification, ils devraient limiter le recours aux données de fait disponibles dans la mesure où ils signaleraient à l'avance aux sociétés ce qu'un Membre importateur devait revoir lors de vérifications. De la sorte, les exportateurs pouvaient se préparer correctement à celles-ci, et le risque de vérifications douteuses ou inefficaces s'en trouverait réduit. Pour ce qui était des ordonnances conservatoires administratives, l'auteur a indiqué qu'elles étaient un moyen d'accéder aux renseignements confidentiels. Bien que ces procédures fussent conçues pour répondre aux besoins du système juridique de son pays, tous les Membres pouvaient concevoir et mettre en place des procédures analogues afin de permettre l'accès aux renseignements confidentiels tout en veillant à ce qu'ils fussent protégés et non divulgués malencontreusement.

27. L'auteur du document TN/RL/W/47 a fourni des réponses écrites dans le document TN/RL/W/92 intitulé "Réponses du Canada à certaines des questions posées par la Corée (TN/RL/W/65), l'Australie (TN/RL/W/62), l'Égypte (TN/RL/W/79) et l'Inde (TN/RL/W/80)".

28. Concernant la communication complémentaire intitulée **"Réponses de l'Égypte aux questions posées par l'Australie dans le document TN/RL/W/73"** (TN/RL/W/101), l'auteur a demandé qu'elle fût lue à la lumière des arguments plus étoffés exposés dans les documents TN/RL/W/65, 67, 90 et 79, dans lesquels il avait précisé son point de vue au sujet des diverses communications d'autres participants.

29. Pour ce qui était de la communication complémentaire intitulée **"Quatrième série de questions des États-Unis sur les documents présentés au Groupe de négociation sur les règles"** (TN/RL/W/103), des participants ont répondu oralement à certaines des questions qui s'y trouvaient posées. Au sujet de celles relatives aux différentes façons d'appréhender l'extinction, un participant a déclaré que l'approche consistant à améliorer le mécanisme actuel en donnant des listes indicatives à

examiner lors de l'examen serait un pis-aller car elle ne permettrait pas de contrôler le pouvoir discrétionnaire des autorités antidumping dans une évaluation prédictive ou spéculative de tels examens. L'approche simple de l'extinction automatique des ordonnances antidumping au terme d'un délai donné renforcerait le fonctionnement des dispositions relatives à l'extinction.

30. Dans le débat général qui a suivi, plusieurs participants se sont exprimés sur les réexamens à l'extinction. L'un d'eux a déclaré qu'en l'absence de nouvelle enquête, il était impossible de déterminer s'il était nécessaire de maintenir des mesures pour empêcher la réapparition d'un dumping dommageable. Le Groupe devait examiner la manière dont les règles régissant les réexamens à l'extinction pouvaient être mises en œuvre de façon à garantir les droits des exportateurs. Dans sa communication (TN/RL/W/79), ce participant a indiqué qu'on pouvait améliorer le système actuel en prévoyant que le niveau des droits pouvait être modifié dans le cadre du réexamen à l'extinction de façon à tenir compte des nouvelles déterminations de l'existence d'un dumping/d'un dommage, et que les réexamens à l'extinction devaient être achevés dans un délai prescrit (par exemple 12 mois). Toutefois, ce participant n'était pas favorable à l'insertion dans l'Accord antidumping d'une liste de facteurs que les autorités devraient examiner pour déterminer si l'expiration du droit était susceptible d'aboutir à la poursuite ou à la reprise du dumping et du dommage. Il convenait d'accorder aux pays en développement un traitement spécial dans le cadre de ces propositions, étant donné que leurs marchés étaient trop petits pour tenir le coup pendant la période intérimaire entre les enquêtes lorsqu'il était avéré qu'une branche de production nationale souffrait d'un dumping dommageable. Un autre participant a fait des observations au sujet de la proposition relative à l'extinction reproduite dans le document TN/RL/W/76. Le premier élément de cette proposition, le manque de clarté dans l'énoncé de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, méritait d'être approfondi. Quant au second élément, l'interdiction d'ouvrir de nouvelles enquêtes dans un délai de six mois au moins après la cessation d'une mesure antidumping nuirait à l'équilibre des droits et obligations ancrés dans l'Accord antidumping.

#### D. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

31. Le premier document était intitulé "**Contribution générale au débat du Groupe de négociation sur les règles au sujet de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires**" (TN/RL/W/85). Concernant les subventions prohibées, l'auteur a proposé de clarifier les règles relatives à la subordination en fait à l'exportation et de les rendre plus prévisibles. Loin de vouloir assouplir les règles sur les subventions à l'exportation, il proposait simplement de les clarifier dans un domaine où leur application était subjective et discriminatoire. Il a aussi évoqué la question de la signification du mot "retirer" dans le contexte des subventions prohibées. S'agissant des subventions ne donnant pas lieu à une action, il a indiqué qu'il existait encore une unique catégorie de subventions de ce genre - les subventions non spécifiques - et qu'il était néanmoins disposé à envisager le rétablissement d'une catégorie de subventions ne donnant pas lieu à une action. Au sujet des dispositions de l'article 6.1 de l'Accord SMC, il ne souscrivait pas nécessairement à l'idée qu'il fallait rétablir la présomption de préjudice grave. Il convenait que le Groupe examinât d'abord les questions de calcul, car il ne fallait pas rétablir l'article 6.1 de l'Accord SMC sans savoir comment calculer les seuils.

32. Plusieurs participants adhéraient au point de vue de l'auteur selon lequel il y avait lieu d'harmoniser, dans la mesure du possible, les dispositions parallèles relatives aux droits antidumping et aux droits compensateurs, d'examiner la possibilité de formaliser l'approche mise au point par le Comité SMC concernant la mise en œuvre des obligations de notification des Membres, et de fonder les travaux ultérieurs sur la codification des méthodologies analytiques et quantitatives en matière de subventions sur les travaux du "Groupe informel d'experts". S'agissant des subventions accordées dans les faits à l'exportation, un participant a reconnu que le subventionnement des exportations de fait était difficile, mais que la mesure dans laquelle une société exportait *était* déterminante. Des



participants ont demandé des précisions sur la pertinence de la compétitivité à l'exportation pour le subventionnement des exportations de fait. L'auteur a répondu qu'il allait présenter d'autres documents sur les subventions prohibées, sur les questions de l'article 6 se rapportant au préjudice grave, et sur la possibilité d'envisager la compétitivité à l'exportation comme un moyen d'obtenir une plus grande prévisibilité dans ce qui était une analyse subjective.

33. Le troisième document à avoir été présenté était intitulé "**Éléments d'un accord sur les subventions dans le secteur de l'acier**" (TN/RL/W/95). L'auteur a rappelé que le Groupe de haut niveau de l'OCDE sur l'acier avait, dans un communiqué, demandé au Groupe d'étude des disciplines de mettre en route des travaux sur les "éléments d'un accord visant à réduire ou à éliminer les subventions qui ont des effets de distorsion sur les échanges d'acier". Conformément à cette décision, le Secrétariat de l'OCDE avait établi une liste de questions et propositions concernant les 17 éléments proposés d'un accord sur les subventions au secteur de l'acier. L'auteur avait, comme d'autres participants, soumis des observations traitant de chacun des éléments proposés. Il les présentait maintenant au Groupe afin de le tenir pleinement informé. Ses remarques ne devaient pas être interprétées comme l'expression de positions officielles ou comme des propositions de négociation, ni être considérées comme reflétant nécessairement les vues d'autres participants au processus de l'OCDE dans le domaine de l'acier. Les travaux du Groupe d'étude des disciplines continuaient de progresser. Lors d'une réunion informelle à Washington, il avait pu identifier et clarifier les points essentiels, et le Secrétariat de l'OCDE avait établi un deuxième projet d'accord éventuel. Le but visé était de conclure les travaux sur l'approfondissement des éléments cette année, et de progresser autant que possible avant Cancún.

34. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils participaient aux travaux sur l'acier, et qu'il était utile de tenir le Groupe informé. Un participant a néanmoins exprimé des réserves sur l'opportunité de porter devant l'OMC les travaux menés au sein de l'OCDE. Tout en reconnaissant l'importance des disciplines concernant les subventions, il a estimé que le Groupe devait s'attacher à clarifier les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, et à mettre un terme à l'utilisation incorrecte et abusive des mesures et des procédures qui s'y rapportaient.

35. Un certain nombre de participants ont fait des observations ou posé des questions sur le document intitulé "**Disciplines en matière de subventions nécessitant d'être clarifiées et améliorées**" (TN/RL/W/78), qui avait été présenté à une précédente réunion. Un participant a relevé que les subventions prohibées et les subventions ne donnant pas lieu à une action s'inscrivaient dans un équilibre inhérent à l'Accord SMC, de sorte que si la catégorie des subventions prohibées était élargie, il faudrait aussi limiter le recours aux droits compensateurs. Étant donné que le mandat de Doha réaffirmait l'objectif général de protection de l'environnement, il convenait de tenter de définir les subventions ne donnant pas lieu à une action dans le domaine de l'environnement, comme les incitations fiscales à une production plus propre ou l'application du principe du pollueur payeur. Si le Groupe identifiait des subventions qui déstabilisaient les marchés mondiaux autant que les subventions à l'exportation ou au remplacement des importations, ce participant pouvait souscrire à un élargissement de la catégorie des subventions prohibées, à condition de maintenir la mention, à l'article 3.1, des dispositions contradictoires de l'Accord sur l'agriculture. S'agissant de la participation au capital social, il y avait lieu de clarifier les dispositions de l'Accord SMC et de s'en tenir à la règle selon laquelle les décisions des pouvoirs publics en matière d'investissement ne devaient pas être incompatibles avec la pratique commerciale. Cependant, la question de la possibilité des Membres de prendre de telles décisions n'était pas du ressort du Groupe. Enfin, tout en reconnaissant que l'approche adoptée par le Comité SMC concernant le respect des obligations de notification pouvait transparaître dans l'Accord SMC, ce participant n'était pas convaincu que cela améliorerait considérablement la discipline des Membres face à ces obligations. Il a suggéré à cette fin de recourir à d'autres moyens, comme de sanctionner l'absence de notification, tout en cherchant à alléger la charge que représentaient ces obligations pour les Membres visés à l'Annexe VII de l'Accord SMC.

36. Au sujet de la proposition de l'auteur d'inclure les subventions visées à l'article 6.1 de l'Accord SMC dans une catégorie élargie de subventions prohibées, un participant a douté qu'elles eussent sur les échanges les mêmes effets de distorsion que les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation ou à l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés. L'octroi de subventions internes visait certains objectifs en influençant l'affectation des ressources sur le marché intérieur et, contrairement aux subventions visées à l'article 3 de l'Accord SMC, il n'avait pas d'effets directs de distorsion sur les échanges. Clarifier les disciplines en matière de subventions internes exigeait un examen attentif; il fallait se garder d'interdire les subventions a priori sans avoir examiné leurs effets de distorsion sur les échanges. Concernant l'amélioration du respect des obligations en matière de notification des subventions, ce participant a souligné l'importance d'examiner les moyens de réduire la charge que représentaient les notifications et de renforcer les capacités conformément aux besoins des pays en développement. Un autre participant a demandé si l'auteur envisageait d'inclure dans une catégorie élargie de subventions prohibées l'aide au démarrage réputée causer un préjudice grave au titre de l'alinéa 4 de l'Annexe 4 de l'Accord SMC.

37. L'auteur du document TN/RL/W/78 a apporté une première réponse aux questions posées. S'agissant du lien entre les subventions de la catégorie orange et celles de la catégorie verte, les Membres avaient considéré lors du Cycle d'Uruguay qu'il existait un lien historique entre elles, et s'il était envisagé d'engager des discussions au sujet d'une catégorie "feu vert", il serait nécessaire de renforcer les disciplines dans la catégorie "feu rouge". Concernant les participations des pouvoirs publics au capital social, il a relevé, sans mettre en cause le droit souverain d'un gouvernement d'investir dans le secteur privé, que ces investissements risquaient d'avoir des effets de distorsion directs ou indirects sur les échanges. Quant à l'élargissement de la catégorie "feu rouge" ou orange, l'auteur était disposé à examiner les moyens de faciliter les choses pour les pays en développement et de veiller à ce qu'on leur fournît l'assistance technique nécessaire en matière de notification de subventions.

38. Quatre communications se rapportant au point de l'ordre du jour concernant les subventions aux pêcheries ont été présentées et ont fait l'objet d'un débat. La première d'entre elles, intitulée **"Questions du Japon concernant des communications sur les subventions aux pêcheries"** (TN/RL/W/84), contenait des questions sur les documents TN/RL/W/77 et TN/RL/W/58. Au sujet du document TN/RL/W/77, l'auteur a demandé quand les participants étaient parvenus à un consensus sur l'objectif d'offrir des disciplines mieux adaptées applicables aux subventions qui entraînaient une surcapacité et une surpêche ou s'accompagnaient d'autres effets de distorsion sur les échanges. Il a aussi voulu savoir si par pêcheries "artisanales" il fallait entendre les pêcheries côtières de petite taille, et si les subventions accordées aux pêcheries de taille moyenne ou grande dans les pays en développement seraient visées par la discussion. Il a demandé si la distorsion de la production tirée des ressources communes causée par les subventions aux pêcheries était la seule raison pour laquelle l'auteur de ce document estimait que les subventions aux pêcheries étaient différentes des autres subventions et devaient faire l'objet d'un traitement spécial. Il a demandé par ailleurs si la discussion du Groupe sur les subventions aux pêcheries devait être limitée aux subventions accordées aux pêcheries exploitant des stocks communs, et si l'auteur du document avait des motifs raisonnables de conclure que certains types de subventions aux pêcheries avaient des effets de distorsion sur les échanges de la même ampleur que les subventions à l'exportation et nécessitaient, de ce fait, des disciplines plus strictes que d'autres secteurs. S'agissant de l'amélioration des notifications, ce participant s'est demandé si cet objectif pouvait être atteint dans le cadre du Comité des subventions et des mesures compensatoires. Au sujet du document TN/RL/W/58, l'auteur du document TN/RL/W/84 a voulu connaître la raison pour laquelle il avait été procédé à la catégorisation alors même qu'il n'y avait pas de consensus sur ce point, et l'orientation que ses auteurs préoyaient pour la discussion future sur les subventions aux pêcheries en faisant une simple mention de listes établies par différentes organisations ayant des objectifs différents. Il a aussi demandé si un Membre avait déjà demandé à tenir des consultations sur les subventions aux pêcheries au titre de l'article 7.1 de l'Accord

SMC, quelles consultations avaient été tenues et pourquoi ledit dommage n'avait pas été réparé dans le cadre des consultations.

39. En réponse à ces questions, l'auteur du document TN/RL/W/77 a indiqué qu'il fondait l'avis selon lequel il existait au sein du Groupe un consensus sur ces points sur le mandat de Doha, dans lequel les Ministres avaient clairement signifié qu'une attention spéciale devait être accordée aux subventions aux pêcheries. Le paragraphe 28 de la Déclaration de Doha mentionnait explicitement le paragraphe 31 consacré au commerce et à l'environnement, qui reconnaissait l'importance de renforcer le soutien mutuel du commerce, de l'environnement et du développement en ce qui concernait les négociations sur les subventions aux pêcheries. Pour ce qui était du terme "pêcheries artisanales", il s'entendait des pêcheries de petite taille qui utilisaient des techniques de pêche, de transformation et de distribution nécessitant une main-d'œuvre abondante pour exploiter les ressources halieutiques marines et continentales. En général, ces pêcheries visaient non pas les marchés d'exportation mais le marché intérieur. L'auteur envisageait d'inclure dans les discussions les pêcheries de taille moyenne et grande des pays en développement, tout en n'ignorant pas que ces pays avaient besoin de développer leurs pêcheries d'une manière durable. Il était disposé à examiner comment un traitement spécial et différencié pourrait éventuellement s'appliquer aux disciplines en matière de subventions aux pêcheries. Par ailleurs, il n'avait pas l'intention de limiter la discussion sur les disciplines améliorées à celles accordées aux pêcheries exploitant des stocks communs. Il importait que les disciplines fussent suffisamment générales pour englober tous les grands programmes de subventions aux pêcheries qui contribuaient à la surcapacité ou à la surpêche, ou s'accompagnaient d'autres effets de distorsion sur les échanges. Il était tout disposé à examiner s'il y avait lieu de tenir compte de facteurs propres aux pêcheries dans l'élaboration de disciplines, ou si un stock donné était épuisé. Une éventuelle réintroduction de l'article 6.1 de l'Accord SMC permettrait de renforcer les disciplines relatives aux subventions aux pêcheries. S'agissant des notifications de subventions au Comité SMC, le système en vigueur ne permettait pas d'obtenir des renseignements utiles et détaillés sur des programmes donnés de subventions aux pêcheries.

40. De même, certains coauteurs du document TN/RL/W/58 ont relevé qu'il existait un grand nombre de subventions dans ce secteur, tant "bonnes" que "mauvaises", et que les diverses tentatives de catégorisation constituaient une base utile pour identifier les types de subventions dans le secteur des pêcheries et examiner au cas par cas la manière de les traiter lors des négociations en cours. Dans leur document, ils entendaient faire le point sur les travaux relatifs à la catégorisation et proposer d'autres sources de renseignements pour les travaux de clarification et d'amélioration des disciplines dans ce secteur. Quant aux consultations au titre de l'article 7.1 de l'Accord SMC, les exemples cités précédemment avaient mis en évidence les difficultés pratiques que posait l'application des disciplines régissant les subventions au secteur des pêcheries.

41. En réaction à ces réponses, l'auteur du document TN/RL/W/84 a estimé que le mandat de Doha ne préjugait pas des travaux du Groupe, ni n'enjoignait celui-ci à négocier des règles sectorielles applicables aux subventions aux pêcheries. Les partisans des disciplines n'avaient mis en évidence aucune particularité dans ce secteur ni aucune distorsion caractéristique provoquée par les subventions aux pêcheries qui justifieraient une telle approche. Ils n'avaient pas non plus démontré que la surcapacité et la surpêche figuraient dans le mandat. On en était à la phase initiale des négociations et, avant de passer à l'étape suivante, il fallait apporter des clarifications et des réponses plus fouillées aux questions posées.

42. Le document TN/RL/W/77 a aussi été analysé dans une communication intitulée **"Observations de la Corée au sujet de la communication des États-Unis (TN/RL/W/77)"** (TN/RL/W/97). L'auteur ne souscrivait pas à l'interprétation du mandat de Doha donnée par l'auteur du document TN/RL/W/77 en ce sens que, selon lui, les subventions aux pêcheries n'y faisaient pas l'objet d'une mention particulière. Il fallait axer les négociations sur les effets des subventions sur le commerce, et non pas sur leur dimension environnementale ou sur l'épuisement des réserves, ces deux

questions n'étant pas du ressort du Groupe mais de celui du Comité du commerce et de l'environnement.

43. Toujours au sujet du document TN/RL/W/77, un participant a voulu savoir quel était le statut d'une subvention aux pêcheries qui, prise isolément, pouvait être considérée comme entraînant une surcapacité, mais qui était accordée dans le cadre d'un régime de gestion visant à promouvoir le développement durable des ressources et à assurer le renouvellement des réserves. Il a aussi demandé si l'auteur laissait entendre qu'il y aurait des discussions sur les régimes de gestion des pêcheries dans le cadre des discussions sur les notifications de subventions. En réponse, l'auteur a reconnu qu'il existait un lien important entre les régimes de subventions et les programmes de gestion.

44. La deuxième communication était intitulée "**Observations de la République populaire de Chine sur la proposition des États-Unis relative aux subventions aux pêcheries**" (TN/RL/W/88). Un participant s'est félicité de la volonté de l'auteur d'améliorer les disciplines régissant les subventions aux pêcheries qui entraînaient une surcapacité et une surpêche ou s'accompagnaient d'autres effets de distorsion sur les échanges. Cependant, il a émis des réserves quant à la création d'une éventuelle catégorie "feu vert", qui risquait de porter atteinte à des disciplines efficaces et améliorées. Ainsi, tout en reconnaissant que certains programmes de subventions réduisaient effectivement la surcapacité et contribuaient à la durabilité, il a considéré qu'ils ne devaient pas constituer le point de départ des discussions. Concernant l'aquaculture, si la pêche sauvage et les pêcheries de capture présentaient des caractéristiques uniques que les règles actuelles de l'OMS étaient inaptes à traiter, l'aquaculture ne devait pas être soustraite à des disciplines appropriées et efficaces.

45. Le document suivant était intitulé "**Communication des Communautés européennes au Groupe de négociation sur les règles – subventions aux pêcheries**" (TN/RL/W/82). L'auteur a déclaré que sa communication rendait compte et s'était inspirée de la réforme interne de sa Politique commune de la Pêche, dont le principal objectif était de parvenir à une exploitation soutenable des ressources halieutiques dans le cadre d'un programme plus vaste de développement durable qui tînt dûment compte des aspects environnementaux, économiques et sociaux. Il a estimé qu'une politique durable dans le domaine de la pêche, qui rétablît la productivité des réserves de poissons, aurait des retombées économiques et sociales qui profiteraient tant à l'industrie qu'à l'ensemble de la société.

46. L'auteur a indiqué que les subventions octroyées au secteur par lui-même et ses États membres s'élevaient à environ un milliard d'euros chaque année. Avant la réforme, près de la moitié de cette somme allait aux flottilles de pêche, et le reste était affecté à l'industrie on-shore, aux infrastructures et à l'aquaculture. Bien qu'il eût mené une politique commune de la pêche pendant 20 ans, les ajustements effectués n'avaient pas suivi l'augmentation de la capacité ni la diminution brutale des réserves de poisson. Tout en affectant une grande part des subventions au désarmement des bateaux, il continuait d'accorder des aides structurelles pour le renouvellement de la flotte. Il s'en était certes suivi une réduction considérable de la flotte sur le plan du tonnage et de la puissance motrice, mais la réduction de la capacité globale était restée limitée du fait des améliorations techniques. Il était devenu manifeste que les subventions qui encourageaient l'investissement dans les flottilles de pêche ne contribuaient pas à une industrie de la pêche viable, mais réduisaient artificiellement le coût et les risques liés à l'investissement dans une branche de production déjà surcapitalisée, et créaient une offre excédentaire de capitaux. Toute nouvelle subvention accordée pour un bateau réduisait la productivité et la rentabilité de chacun des autres bateaux du secteur de la pêche concerné. En conséquence, la branche avait attiré davantage de ressources que s'il en était allé différemment. Les contingents ayant été réduits à mesure que diminuaient les réserves, on avait assisté à une intensification de l'effort de pêche et à une course au poisson. Pour pêcher plus il fallait une capacité plus grande, et pour amortir l'investissement il fallait pêcher plus: ce cercle vicieux n'était pas tenable. En 2002, un nombre croissant de réserves de poissons avaient été sur le point de s'effondrer, et la flotte était trop grande pour les réserves disponibles. Il s'en était suivi une

diminution des prises, des gains économiques moindres, une dépendance à l'égard de l'aide publique, des pertes d'emploi et une fragilisation progressive des communautés côtières. Pour mettre un terme à cette surcapacité, le meilleur moyen était d'interdire les subventions qui avaient pour effet d'accroître la capacité. À cette fin, on avait mis en place des règles très strictes visant à limiter l'arrivée de nouveaux bateaux, ainsi qu'un train d'aides spécial destiné à supprimer la surcapacité, sans oublier une importante réduction des volumes admissibles de captures.

47. Dans ce contexte, l'auteur a proposé d'introduire dans l'Accord SMC deux catégories propres aux pêcheries. La première était une catégorie rouge, qui prohiberait les subventions accroissant la capacité (essentiellement celles affectées à la construction de nouveaux bateaux ou à la modernisation de bateaux existants dans le but d'accroître leur capacité), et la seconde une catégorie verte, qui autoriserait un certain nombre de subventions, soit parce qu'elles contribuaient à l'objectif général de réduction de la capacité, soit parce qu'elles atténuaient les répercussions sociales des réductions de capacité. Pour pouvoir exercer un contrôle efficace sur ce type de solution, il fallait aussi un système viable de notification des subventions et ne pas simplement dépendre de la bonne volonté des Membres en la matière. L'auteur a proposé que, pour être considérée comme étant verte et donc ne pouvant pas donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC, une subvention devait avoir été notifiée.

48. L'auteur a abordé deux questions additionnelles. Une gestion efficace des pêcheries était aussi fondamentale pour empêcher la surpêche. Or, les questions liées à cette gestion étaient difficilement conciliables avec le mandat et les compétences techniques du Groupe, voire avec l'Accord en cours de négociation. Elles étaient actuellement à l'étude au sein de plusieurs organisations internationales comme la FAO, le PNUE et l'OCDE, ce qui posait la question de savoir si celles-ci pouvaient proposer un ensemble cohérent de solutions à la gestion des pêcheries. Pour ce qui était du traitement des pays en développement en matière de pêcheries, l'auteur avait à cœur d'écouter les préoccupations et les demandes de ces pays. Ceux-ci savaient mieux que personne quels étaient leurs besoins, qui n'étaient peut-être pas les mêmes pour tous les pays intéressés. À cette fin, il convenait que chacun des pays en développement présentât au Groupe une liste de ses besoins en la matière.

49. Un certain nombre de participants s'est félicité de cette communication et a apprécié son orientation générale. En particulier, certains ont constaté avec satisfaction que son auteur reconnaissait le lien entre le subventionnement et la surpêche, qu'il s'efforçait de fonder la catégorisation des subventions sur leurs effets et qu'il utilisait l'approche "des feux de signalisation" de l'Accord SMC. D'autres, toutefois, ont voulu savoir quelles étaient les particularités du secteur des pêcheries qui ne pouvaient être traitées dans le cadre de l'Accord SMC en vigueur. Plusieurs participants étaient d'accord avec l'auteur pour estimer que les questions liées à la gestion des pêcheries étaient certes importantes et demandaient à être examinées, mais que le Groupe de négociation sur les règles n'était pas bien équipé pour les traiter. Un participant a néanmoins relevé que la question des subventions et celle de la gestion étaient intimement liées et que toutes deux devaient être abordées dans d'autres instances. Plusieurs participants ont aussi apprécié l'accent mis par l'auteur sur la nécessité de garantir la transparence des subventions aux pêcheries.

50. Diverses opinions ont été exprimées au sujet de la proposition de l'auteur visant à prohiber les subventions qui accroissaient la capacité. Un participant a déclaré que la surcapacité entraînait la surexploitation des ressources halieutiques et, ce faisant, avait des effets de distorsion sur les échanges. Ces subventions – notamment celles qui revêtaient la forme de versements directs ou de transferts visant à réduire les coûts – devaient faire l'objet de disciplines. Une approche consistait à étudier les moyens de prohiber les subventions accroissant la capacité. Ce participant a jugé intéressante la proposition de l'auteur relative à une liste révisée de subventions prohibées. Plusieurs autres participants ont accueilli favorablement l'approche de l'auteur, tout en considérant que la proposition sur les subventions prohibées était trop restrictive et qu'il serait préférable d'opter pour une approche plus globale, comme une interdiction de toutes les subventions qui entraînaient une

surcapacité ou avaient des effets de distorsion sur les échanges. De l'avis de plusieurs participants, il y avait lieu d'axer la prohibition sur les subventions qui avaient des effets de distorsion sur les échanges. La question du contournement de cette prohibition a aussi été évoquée: par exemple, une interdiction sur les subventions affectées aux cessions permanentes de bateaux de pêche à des pays tiers ouvrirait-elle la voie au subventionnement de cessions temporaires? On a aussi demandé si les pouvoirs publics pouvaient, en vertu de cette proposition, subventionner la construction de bateaux destinés à des propriétaires installés et oeuvrant sur le territoire d'autres pays. En revanche, un participant a voulu savoir pourquoi les subventions qu'il était proposé de prohiber entraînaient une surcapacité et avaient des effets de distorsion sur les échanges, et pourquoi elles n'étaient pas traitées correctement dans l'Accord SMC en vigueur.

51. Toute une série d'avis ont été entendus au sujet de la proposition de créer une catégorie verte de subventions ne donnant pas lieu à une action. Divers participants avaient de l'appréhension à négocier des mesures relevant de la catégorie verte, du moins avant de convenir d'une catégorie de prohibitions radicales. Certains ont estimé qu'une catégorie verte ouvrirait la voie au risque de contournement et devait, de ce fait, être étroitement liée à des réductions de capacité. Concernant les subventions particulières qu'il était proposé de ranger dans une catégorie verte, plusieurs participants se sont demandé comment des subventions affectées à la modernisation de bateaux de pêche en vue d'améliorer la sécurité, la qualité des produits et les conditions de travail permettaient de réduire la capacité de pêche. Il a été relevé qu'une entreprise devrait supporter ces coûts pour pouvoir faire face à la concurrence ou satisfaire aux prescriptions réglementaires. Un participant a proposé d'autoriser les subventions aux pêcheries sous-exploitées ou artisanales.

52. Quant au traitement spécial en faveur des pays en développement, un participant a fait observer que les pêcheries jouaient un rôle important dans l'économie d'un grand nombre de ces pays, qui tireraient profit d'une prohibition effective des subventions préjudiciables dans ce secteur. Il a toutefois signalé que dans beaucoup de pays en développement, les pêcheries ne seraient pas en mesure de profiter des nouvelles possibilités du marché mondial sans aide. Plusieurs autres participants ont jugé important d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Un participant d'un pays en développement a fait part de son intention de présenter une proposition concernant ses besoins en la matière.

53. L'auteur a répondu qu'il ne fallait pas donner une interprétation restrictive de sa proposition de catégorie rouge; il proposait d'interdire toutes les subventions propres à accroître la capacité, et s'était contenté de recenser des exemples de telles subventions. Les catégories rouge et verte étaient complémentaires: tandis que la catégorie rouge interdirait les subventions propres à accroître la capacité, la catégorie verte engloberait celles qui réduisaient la capacité. Quant à la seconde catégorie dans sa proposition de catégorie verte, elle devait aider à faire face aux répercussions sociales négatives des réductions de capacité.

#### E. AUTRES QUESTIONS

54. Il a été convenu que les prochaines réunions formelles du Groupe se tiendraient les 11 juin 2003 (accords commerciaux régionaux) et 18-19 juin 2003 (droits antidumping/subventions et mesures compensatoires). La réunion des 18-19 juin commencerait par les droits antidumping.

---